



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale
29 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conférence générale

Quatorzième session

Vienne, 28 novembre-2 décembre 2011

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

Forum sur les questions liées au développement industriel

Forum sur les questions liées au développement industriel

Document thématique établi par le Secrétariat

I. Introduction

1. Au cours de la quatorzième session de la Conférence générale, l'ONUDI organisera un Forum sur le développement industriel qui réunira d'éminents représentants de gouvernements, du secteur des entreprises, de la société civile, d'organisations internationales et d'universités. Le Forum fera une communication lors de la session plénière qui se tiendra le premier jour de la Conférence (lundi 28 novembre 2011). Il donnera lieu à un débat interactif de haut niveau, animé par M^{me} Zeinab Badawi de la BBC. Un discours liminaire sera prononcé par M. Jeremy Rifkin, Président de la Fondation sur les tendances économiques et conseiller auprès de la Commission européenne et du Parlement européen ainsi que de plusieurs chefs d'État européens.

2. La quatorzième session de la Conférence générale aura pour thème principal "La nouvelle révolution industrielle: comment la pérenniser". Ce thème met en lumière l'importance fondamentale des stratégies de développement industriel inclusives et durables pour ce qui est de concilier les trois dimensions de la durabilité: environnementale, économique et sociale.

II. Questions de fond

A. Pour une nouvelle révolution industrielle durable

3. Tout au long de l'histoire récente, les crises mondiales ont donné naissance à des mécanismes multilatéraux. La Société des Nations a vu le jour après les ravages de la Première Guerre mondiale, mais n'a pu survivre à la dépression économique

V.11-85989 (F) 141011 171011



Merci de recycler 

mondiale et à la poussée nationaliste de l'époque. L'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, qui ont été créées à l'issue la Seconde Guerre mondiale, ont eu pour principale préoccupation de reconstruire des économies ruinées et de veiller à la nécessité de prévenir un autre grand conflit armé. Avec le choc pétrolier de 1973 et la récession qui a suivi, le Groupe des sept (G-7) (complété par la suite par le G-20) a été mis en place et il domine depuis lors la politique économique et financière mondiale. Parallèlement, les forces de la mondialisation se sont libérées, le commerce est devenu le principal moteur de la croissance économique mondiale, l'innovation technologique a eu un impact radical sur la vie, le travail et les moyens de communication d'une population mondiale qui s'est accrue d'un milliard environ tous les 12 ans, et il est devenu de plus en plus évident que le changement climatique aurait dans un proche avenir des conséquences profondes pour l'humanité.

4. Jamais le monde n'a été aussi interdépendant, aussi déterminé par le progrès technologique, économique et social, et pourtant il est devenu encore plus vulnérable aux chocs économiques et environnementaux et aux défaillances de la sphère politique. Les systèmes économiques, sociaux et politiques mondiaux ont récemment subi de grandes pressions et s'ils ont pu jusqu'à présent faire face à la situation, il sera de plus en plus difficile de satisfaire le désir de prospérité et de justice d'une population mondiale en expansion. Il faudra dans ce contexte prendre en compte tout un ensemble de risques systémiques convergents qui caractérisent la mondialisation actuelle: la crise alimentaire, la crise du carburant et la crise financière; l'évolution des structures démographiques et les pressions migratoires qui en découlent; la progression de l'économie illicite; la menace que fait peser le changement climatique et la nécessité insatisfaite de mettre en place des mesures d'atténuation et d'adaptation, notamment, à travers un mode plus écologique de croissance économique et industrielle; et les inégalités croissantes.

5. Il est possible que les crises actuelles s'aggravent encore au cours de la prochaine décennie, car le monde, de plus en plus peuplé, diversifié et interdépendant, doit faire face à des menaces qu'il n'est pas en mesure de dissiper. C'est là un terrain fertile pour l'instabilité et la volatilité, en particulier pour les États fragiles, comme ceux qui sortent d'un conflit. La pénurie de ressources ou les limites à la consommation durable de produits de base hautement stratégiques, comme l'énergie, la terre, l'eau, les denrées alimentaires et l'espace pour les émissions, occuperont ainsi une place de plus en plus importante dans les efforts visant à assurer la stabilité et la sécurité mondiales.

6. Les trajectoires de croissance actuelles, fondées sur des modes de croissance industrielle traditionnels atteignent leurs limites. Il peut encore être possible d'innover dans ce contexte, à condition qu'un investissement massif et un changement radical d'orientation accompagnent les innovations et le progrès technologique. Ainsi, sera-t-il nécessaire de prendre des mesures décisives et d'intégrer le principe de durabilité, actuellement à la marge, dans le courant économique et géopolitique dominant. Il est indispensable de promouvoir une "nouvelle révolution industrielle" qui montrera comment les modalités non viables de notre système mondial actuel influent sur d'autres facteurs déterminants au plan économique, social et sécuritaire. Elle devra aussi montrer comment nous pouvons gérer la transformation de nos systèmes, et en particulier de nos systèmes énergétiques, sans provoquer de troubles ou de conflits sociaux majeurs. À cet

égard, les décideurs sont confrontés à des défis complexes, à savoir comment promouvoir des mesures visant à rendre plus “vertes” l’industrie et la croissance, comment faire face au problème d’équité dans notre monde limité, et comment mettre en place des systèmes économiques capables d’adaptation pour lesquels il existe peu de solutions toutes faites et qui exigent l’adoption d’approches communes pour assurer le succès de la transition.

B. Les crises actuelles et leurs conséquences

7. Les répercussions de la crise financière continuent d’être ressenties par tous. Dans le monde développé, la reprise économique est fragile et reste menacée par d’importants déficits budgétaires et par les impératifs d’austérité qui y sont associés. Dans certaines régions de l’Europe et des États-Unis d’Amérique, le chômage a atteint des niveaux qu’on n’avait pas observé depuis 20 ans ou plus. Les effets sur les pays en développement ont été également lourds de conséquences puisque ces pays ont dû faire face à une réduction des investissements étrangers directs et des envois de fonds, au ralentissement des exportations, voire à une décélération de la croissance. Leur vulnérabilité est aggravée par leur manque de diversification économique et leur dépendance à l’égard des exportations des produits de base, qui font l’objet d’une grande volatilité sur les marchés mondiaux.

8. Les prix des denrées alimentaires se sont envolés dans la période qui a précédé la crise économique et ils restent supérieurs d’environ 60 % à ce qu’ils étaient trois ou quatre ans auparavant, ne montrant aucun signe de repli aux niveaux enregistrés avant la crise. Leurs conséquences pour les pauvres dans le monde sont aggravées par la perspective à long terme d’une pénurie des énergies tirées des combustibles fossiles, qui fait qu’un bien plus grand nombre de personnes souffrent de la faim, d’où le risque de troubles civils et d’insécurité politique. Parallèlement, la demande de denrées alimentaires et de ressources énergétiques, de même que la demande d’emplois et de sources de revenus continuent de monter en flèche en raison de l’accélération de l’accroissement démographique à l’échelle mondiale, principalement concentré dans les pays en développement. Au cours du siècle dernier, la population mondiale a plus que triplé, et aujourd’hui elle s’établit à plus de 6,5 milliards de personnes. Les conséquences de cette augmentation sont considérables et il est clair que cette situation n’est pas tenable.

9. Le changement climatique est certes un phénomène mondial, mais la manière dont les pays contribuent à ce problème et leur vulnérabilité à son impact diffèrent selon les cas. En fait, le changement climatique aggrave les menaces qui pèsent sur cette vulnérabilité, en particulier pour ceux qui vivent dans une pauvreté absolue. Ses effets soulèvent de gros problèmes à l’échelle planétaire, comme en témoignent notamment les pressions migratoires croissantes, les menaces à la sécurité et le développement de l’économie illicite mondiale. En bref, pour que les pays en développement puissent en finir avec le cycle de la pauvreté et réaliser leurs objectifs en matière de développement durable, il faut que le problème du changement climatique soit abordé à travers une approche globale.

10. Ces évolutions ont des effets particulièrement graves sur les femmes qui sont vulnérables dans une mesure tout à fait disproportionnée en raison de leur accès limité aux ressources et aux processus décisionnels. Pour que la croissance soit à la

fois équitable et inclusive, il faut mettre à profit le potentiel des femmes et des filles, qui représentent la moitié de la population mondiale. En particulier, l'accroissement des débouchés économiques offerts aux femmes est indispensable pour éliminer la pauvreté et implique que la priorité soit donnée aux mesures de création d'emplois tenant compte de la problématique hommes-femmes, que des ressources productives, comme la terre, le crédit, les technologies et les compétences, soient mises à la disposition des femmes, et que parallèlement des investissements soient faits dans les services de soins et d'aide maternelle, afin de réduire la charge que représente pour les femmes les tâches domestiques et les soins dispensés à la famille pour lesquels elles ne sont pas rémunérées. Les femmes doivent être pleinement intégrées dans le processus de croissance et de développement, car il est plus que probable qu'une telle approche produira des effets multiplicateurs positifs pour les ménages, les collectivités et, en fin de compte, les économies nationales.

11. La "nouvelle révolution industrielle" devra donc avoir pour objectif, notamment, d'atténuer un ensemble complexe de pressions et de menaces systémiques. Cela ne pourra se faire qu'à travers une réflexion globale de la manière de procéder et de la façon dont les problèmes mondiaux sont appréhendés par la communauté internationale et par toutes ses parties prenantes issues des secteurs tant public que privé. De nouveaux modes de coopération internationale, de maillage et de partenariats doivent se faire jour, de manière à donner naissance à de nouveaux concepts et technologies qui profiteront à tous, y compris aux groupes vulnérables. Pour y parvenir, il faudra que la "nouvelle révolution industrielle" ait un caractère global pour s'attaquer simultanément aux problèmes qui se posent sur les plans économique, environnemental, social et sécuritaire ainsi qu'en matière de justice. À défaut, les mesures prises seront insuffisantes pour atténuer les menaces qui pèsent sur les systèmes mondialisés actuels.

C. Questions à examiner lors du Forum sur le développement industriel 2011

12. À la présente session de la Conférence générale, le Forum de haut niveau étudiera certaines des réponses et solutions qui pourraient être apportées à ces problèmes et définira les grandes lignes d'un programme d'action propre à pérenniser la nouvelle révolution industrielle. Le débat pourra mettre en lumière plusieurs problèmes et questions, dont les suivants:

a) Quelles devraient être les dimensions de la "nouvelle révolution industrielle" pour qu'il soit possible de prendre en compte toute la gamme des problèmes complexes qui se posent sur les plans économique, environnemental, social et sécuritaire ainsi qu'en matière de justice?

b) Comment faire pour pérenniser cette "révolution industrielle", en vue de promouvoir sur le long terme le développement et la prospérité, en particulier dans les pays en développement, tout en réduisant au minimum les risques pour l'environnement? Comment la participation des groupes vulnérables à ce processus pourrait-elle être encouragée et protégée?

c) Quels sont les problèmes et difficultés potentiels associés aux nouveaux concepts, technologies et approches qui se dégagent d'une "nouvelle révolution

industrielle”? Comment promouvoir la transformation des systèmes économiques de base, y compris des systèmes énergétiques, sans provoquer de bouleversements économiques ou sociaux majeurs?

d) La “nouvelle révolution industrielle” peut-elle être financée compte tenu de la crise financière actuelle? Quels nouveaux modes de financement international peuvent remplir cette fonction?

e) Quels sont les principes de gouvernance et modes de collaboration internationale nécessaires pour assurer la “nouvelle révolution industrielle”? De quelle manière la coopération internationale, le maillage et les partenariats devraient-ils évoluer pour faire face à la complexité de la situation actuelle et prendre en compte l’ensemble des mesures d’intervention susceptibles d’atténuer les risques? Comment le secteur privé peut-il être associé à cette nouvelle structure de gouvernance de manière à la fois productive et efficace?

f) Existe-t-il à l’échelle régionale des problèmes spécifiques entravant la réalisation de la “nouvelle révolution industrielle”? Comment ces problèmes pourraient-ils être abordés ou corrigés? Existe-t-il des solutions ou meilleures pratiques régionales qui pourraient servir de modèle à l’appui d’un changement de comportement dans le secteur industriel?

13. Tout au long de la quatorzième session de la Conférence générale de l’ONUDI, des tables rondes régionales viendront compléter les débats du Forum en permettant des échanges de vues sur des problèmes régionaux spécifiques et sur d’éventuelles solutions en relation avec la nouvelle révolution industrielle.